



**Journée mondiale contre le cancer : le Sénégal enregistre un nombre élevé de cas de cancer, sous-estimé, et une forte mortalité liée à cette à cette maladie.**

**Dans ce numéro :**



De gauche à droite : le DPC du Bureau-Pays de l’OMS, le Directeur de la lutte contre la maladie et le Directeur Général de la Santé.

**Le Sénégal a célébré le 04 février 2014 la Journée mondiale contre le cancer sur le thème « Dissiper les préjugés et les idées préconçues concernant le cancer, et comme slogan « Démystifier les mythes » ».**

Selon le Pr Mamadou Diop, Directeur de l’Institut du Cancer, le pays enregistre chaque année environ 7000 nouveaux cas de cancers chez les adultes et près de

800 nouveaux cas chez les enfants. Ce nombre de cas qui, selon les spécialistes, est sous-estimé, est responsable d’une forte mortalité liée à plusieurs causes. Il s’agit de la consultation et du diagnostic tardifs (12 mois en moyenne entre l’apparition des premiers symptômes et la première consultation), du stade très avancé de la maladie dans 70 à 80% des cas, ce qui réduit considérablement les chances de guérison, de l’abandon du traitement en raison de son coût élevé et de la fatalité liées aux croyances. Le nombre de cas de cancer est également élevé chez les enfants. Fort heureusement la situation de la prise en charge des patients est plus satisfaisante, même si des améliorations sont nécessaires. En effet, selon le Pr Claude Moreira, Directeur de l’Unité d’Oncologie pédiatrique de l’hôpital Le Dantec, les médicaments y sont gratuits, l’hôpital subventionne les frais d’hospitalisation et le taux de guérison est élevé. En 2013, la structure a pris en charge 215 enfants, soit le 1/3 des enfants atteints de cancers au Sénégal, contre 40 enfants en 2004. Le Pr Moreira a cité la pauvreté des populations, le manque

Le Sénégal enregistre un nombre élevé de cas de cancer, sous-estimé, et une forte mortalité liée à cette à cette maladie.

1-2

Les populations de Guédiawaye (banlieue de Dakar) se mobilisent pour mettre fin définitivement aux mutilations génitales

3-4

Des réfugiés ivoiriens appellent au désarmement, à la réconciliation et à une hausse de la prime de retour.

4-6

Le groupe consultatif du programme financing for gender equality - ONU Femmes en action: bilan 2013 et plan d'action 2014.

6-7

ONU Femmes et les agences partenaires du Fonds Français MUSKOKA s'engagent: Tournage de la série "C'est la vie!"

7-8

Alimentation scolaire au Sénégal : Les cantines scolaires, un moyen de protection sociale pour les enfants.

9-10

Création prochaine au Sénégal d'un pôle d'excellence pour la santé de la Mère et de

11-12

Ce bulletin est publié par le Centre d’Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d’Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal. Adresse : Lot N°20, Route des Almadies, en face Hôtel Azur - BP 154 Dakar (Sénégal). E-mail : unic.dakar@unic.org — Site Web : <http://dakar.sites.unicnetwork.org>

*NB : les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l’ONU*

d'informations, l'utilisation non optimale des ressources techniques et médicales, la faiblesse du travail en équipes multidisciplinaires et le manque de motivation des professionnels de santé à se spécialiser dans la lutte contre le cancer en raison du faible niveau de priorité qui était jusque-là accordée à cette maladie. Face à la situation du cancer, le Pr Diop a recommandé, entre autres mesures, la mise en place d'un registre du cancer, l'archivage adéquat des données, le renforcement des infrastructures et des équipements et la disponibilité de ressources humaines qualifiées, la subvention des médicaments, la décentralisation des activités de consultations et de la prise en charge au niveau des hôpitaux régionaux, des centres et postes de santé. Il a aussi insisté sur la mise en œuvre de programmes d'information et de sensibilisation du public sur les facteurs de risque, notamment l'usage du tabac.

En ouvrant la rencontre d'échanges entre les décideurs, les partenaires, les professionnels de la santé, les organisations de la société civile et les media autour de la lutte contre le cancer au Sénégal, le Directeur Général de la Santé a souligné la volonté politique de l'Etat. Il a souhaité le développement du partenariat avec les media et la société civile pour le renforcement de l'information et de la sensibilisation des populations en matière de santé, sur le cancer en particulier.

Au nom du Représentant de l'OMS, le Dr Alimata Jeanne Diarra-Nama, le conseiller chargé de la lutte contre la Maladie au Bureau OMS pays a délivré le message du Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Luis Gomes Sambo. Ce dernier a souligné que le cancer n'est pas une maladie des pays riches et des personnes âgées mais il affecte aussi les personnes de tous les âges, quel que soit le pays. Il a précisé que le nombre de cas de cancer dans le monde devrait doubler dans les 20 à 30 prochaines années. Les pays africains porteront la plus grande charge de la maladie alors qu'ils sont les moins capables de faire face aux défis du cancer.

Dans une communication intitulée « **Plan opérationnel de lutte contre le cancer** », le Pr Marie Kâ Cissé, Chef de la Division de la lutte contre les maladies non transmissibles, a passé en revue les principales actions concrètes qui sont proposées. Il s'agit de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un Plan de communication, de la vaccination contre l'hépatite B à la naissance, de l'exécution, en 2014, du projet de démonstration de la vaccination contre le papillome humain, responsable du cancer du col de l'utérus, dans deux districts sanitaires, avant sa généralisation. Il s'y ajoute la formation des médecins et sages-femmes à la détection des lésions précancéreuses, le recrutement de radiothérapeutes, la mise à disposition de bourses de formation de spécialistes du cancer, la création d'un nouvel Institut national du Cancer, de pôles de cancérologie ainsi que l'application de stratégies de financements innovants en faveur de la lutte contre le cancer.

**Selon le Pr Mamadou Diop, Directeur de l'Institut du Cancer, le pays enregistre chaque année environ 7000 nouveaux cas de cancers chez les adultes et près de 800 nouveaux cas chez les enfants.**

## Les populations de Guédiawaye (banlieue de Dakar) se mobilisent pour mettre fin définitivement aux mutilations génitales féminines.

La cérémonie officielle de la célébration de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, a pour cadre Guédiawaye (banlieue de Dakar) ce jeudi 06 janvier 2014. Anta SARR, Ministre de la femme, de la famille et de l'enfance a présidé la cérémonie en présence du Maire de Sam notaire, des autorités religieuses et coutumières, des membres de la société civile et des jeunes de la banlieue. Le thème de cette année porte sur : « *Préserver la culture, abandonner les pratiques néfastes* ».



**Les jeunes disent « NON A L'EXCISION »**

L'esplanade de la ville de Guédiawaye devient le point de ralliement des jeunes marcheurs venus des différents quartiers pour célébrer cette journée. Parcourant la ville avec des messages contre les mutilations génitales féminines, les jeunes ont sensibilisé les populations sur les méfaits de telles pratiques. Ainsi, une troupe théâtrale composée de jeunes artistes ont joué devant les autorités une pièce riche d'enseignement sur les conséquences, sanitaire, psychologique et sociale des mutilations génitales féminines dans la

vie quotidienne des victimes.

### Témoignage d'une victime

Issue d'une famille d'exciseuses, Sokhna Aminata SY, Présidente des Badjianoux Gokk de Guédiawaye, a vécu dans sa chair l'excision. « *J'étais pressentie pour devenir une exciseuse professionnelle* » disait-elle. Connaissant les dangers de telles pratiques, elle a lancé un vibrant appel aux mères de famille en les exhortant à abandonner l'excision sous toutes ses formes. Enfin, elle a attiré l'attention du public sur les conséquences dramatiques de l'excision sur la santé de la fille tout au long de sa vie.

Anta Sarr, clôturant la cérémonie, a réaffirmé la volonté ferme du Chef de l'Etat, à protéger les femmes et les filles contre ce fléau. Elle a rappelé la loi sur les mutilations génitales et l'importante contribution de la société civile, des partenaires techniques et financiers dont UNFPA et

UNICEF et des structures étatiques pour sa vulgarisation. Elle a exhorté les acteurs à privilégier le dialogue en vue d'un abandon définitif de l'excision. Enfin, elle a salué la synergie d'action de



**Sokhna Aminata SY, Présidente des Badjianoux Gokh de Guédiawaye**



tous les acteurs pour atteindre l'objectif fixé : abandon définitif de l'excision sur toute l'étendue du territoire national.

Pour rappel, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 20 décembre 2012, la résolution 67/146 « *engage[ant] le système des Nations Unies, la société civile et tous les acteurs concernés à continuer de célébrer le 6 février la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines et à en saisir l'occasion pour intensifier les campagnes de sensibilisation et prendre des mesures concrètes contre les mutilations génitales féminines* ».

## Des réfugiés ivoiriens appellent au désarmement, à la réconciliation et à une hausse de la prime de retour.

Des réfugiés ivoiriens vivant au Libéria ont appelé au désarmement des anciens combattants, à un renforcement des efforts pour la réconciliation nationale et une hausse de la prime de rapatriement. Ces mesures, selon eux, encourageraient à davantage de retours vers la Côte d'Ivoire.

Bien que le HCR facilite le rapatriement volontaire de réfugiés ivoiriens, plus de 52 000 personnes demeurent dans quatre camps et



Des réfugiés ivoiriens attendent l'arrivée d'un groupe de diplomates au camp de Little Wlebo, dans le comté de Maryland, au Libéria.

diverses communautés au Libéria. Plus de 220 000 Ivoiriens ont fui vers le Libéria il y a trois ans après l'annonce contestée des résultats de l'élection présidentielle à la fin 2010, ce qui avait mené à des violences entre les partisans rivaux des deux candidats, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara.

« *Nous voulons rentrer chez nous, sans devoir fuir à nouveau* », a expliqué Guie Patrice Gnomble, un représentant des réfugiés au camp de réfugiés de PTP dans l'est du Libéria, devant un important groupe de visiteurs, incluant des diplomates et des travailleurs humanitaires internationaux, en début de semaine dernière.

« *Nous appelons au désarmement de tous les combattants [en Côte d'Ivoire], y compris les dons [milice locale]* », a-t-il ajouté.

La visite, organisée par le HCR, visait à donner aux visiteurs une idée plus précise de la situation à l'intérieur des camps et à faire entendre la voix des réfugiés sur les problèmes auxquels ils sont confrontés, y compris une crise alimentaire grandissante. Au camp de réfugiés de Little Wlebo, Elisabeth Kouya Nogbado, la porte-parole des réfugiés, a indiqué aux visiteurs que les réfugiés souhaitent une augmentation de la prime de retour qu'ils reçoivent, de la part du HCR, à l'arrivée en Côte d'Ivoire. Les adultes reçoivent 150 dollars. Les enfants et adolescents âgés de moins

« ***Nous appelons au désarmement de tous les combattants [en Côte d'Ivoire], y compris les donsos [milice locale]*** », a-t-il ajouté.

La visite, organisée par le HCR, visait à donner aux visiteurs une idée plus précise de la situation à l'intérieur des camps et à faire entendre la voix des réfugiés sur les problèmes auxquels ils sont confrontés, y compris une crise alimentaire grandissante. Au camp de réfugiés de Little Wlebo, Elisabeth Kouya Nogbado, la porte-parole des réfugiés, a indiqué aux visiteurs que les réfugiés souhaitaient une augmentation de la prime de retour qu'ils reçoivent, de la part du HCR, à l'arrivée en Côte d'Ivoire. Les adultes reçoivent 150 dollars. Les enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans reçoivent 100 dollars. Elle a expliqué que cet argent était nécessaire afin d'améliorer leurs chances pour la réinsertion. Elle a également demandé que les diplômes acquis par les réfugiés au Libéria puissent être reconnus en Côte d'Ivoire.

Toutefois, certains réfugiés ont expliqué qu'ils ne pourraient pas retourner en Côte d'Ivoire avant les élections présidentielles et législatives prévues pour 2015. « ***Nous avons fui au Libéria en quête d'un refuge à la suite de violences post-électorales. Je ne retournerai pas dans mon pays avant que des élections pacifiques aient lieu*** », a expliqué Blaise, un réfugié âgé de 30 ans.

Les réfugiés ivoiriens ont également évoqué leurs préoccupations sur les conflits fonciers lors d'une réunion en octobre dernier dans la ville de Zwedru, à l'Est du Libéria. Plus de 100 chefs traditionnels et aînés du Libéria et de la Côte d'Ivoire avaient participé à cette réunion.

Le Président Alassane Ouattara et d'autres hauts représentants de la Côte d'Ivoire, y compris l'Ambassadeur Kapielletien Soro durant la visite de la semaine dernière, ont exhorté les réfugiés à rentrer en Côte d'Ivoire. Ils ont réaffirmé le rétablissement de la paix et de la stabilité dans leur pays. L'année dernière, le HCR a organisé des visites de reconnaissance en Côte d'Ivoire pour que les réfugiés puissent se rendre compte par eux-mêmes des conditions de retour. Des missions de témoignage ont également été organisées pour que d'anciens réfugiés se rendent au Libéria et informent les réfugiés sur les efforts menés pour la paix, la réconciliation et la reconstruction en Côte d'Ivoire.

***« Nous avons fui au Libéria en quête d'un refuge à la suite de violences post-électorales. Je ne retournerai pas dans mon pays avant que des élections pacifiques aient lieu »*** Blaise, un réfugié âgé de 30 ans

Parallèlement, le HCR continue à aider les réfugiés les plus démunis avec un budget opérationnel réduit car le HCR est également engagé dans des situations d'urgence humanitaire en Syrie, au Soudan du Sud et en Afrique centrale. Le HCR vient en aide aux réfugiés dans le cadre d'activités pour augmenter les moyens d'existence, comme l'agriculture et l'élevage de volailles.

« ***Nous faisons notre possible pour aider les réfugiés à rentrer chez eux et à reconstruire une nouvelle vie*** », explique Khassim Diagne, le Représentant du HCR au Libéria. « ***En 2013, nous avons rapatrié 18 273 réfugiés, soit un nombre plus élevé que notre objectif de rapatriement de 16 000 personnes pour l'année. Pour 2014, nous intensifions notre collaboration avec les autorités ivoiriennes afin d'assurer que les réfugiés soient informés de façon plus objective sur leurs régions d'origine. Cela leur permettra de prendre la décision de rentrer en Côte d'Ivoire en toute connaissance de cause.*** »

**« En 2013, nous avons rapatrié 18 273 réfugiés, soit un nombre plus élevé que notre objectif de rapatriement de 16 000 personnes pour l'année. Pour 2014, nous intensifions notre collaboration avec les autorités ivoiriennes afin d'assurer que les réfugiés soient informés de façon plus objective sur leurs régions d'origine. Cela leur permettra de prendre la décision de rentrer en Côte d'Ivoire en toute connaissance de cause. »**

**Khassim Diagne, Représentant du HCR au Libéria.**

Des représentants des Gouvernements du Libéria et de la Côte d'Ivoire ainsi que du HCR se rencontreront dans les prochaines semaines à Abidjan, la capitale ivoirienne, afin de discuter du rapatriement et des préoccupations des réfugiés.

### **Le groupe consultatif du programme financing for gender equality - ONU Femmes en action: bilan 2013 et plan d'action 2014.**



**Dr. Mbarou Gassama Mbaye, Coordinatrice du Programme F4GE**

Les membres du groupe consultatif du programme Financing 4 Gender Equality (F4GE) se sont réunis au sein du Bureau Régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre en vue d'évaluer les activités menées au cours de l'année précédente et de procéder à l'élaboration du plan de travail de 2014.

A cette réunion étaient présents, outre les responsables de projets d'ONU Femmes, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, l'Assemblée nationale, l'U-

nion Européenne, la Coopération Espagnole, et les organisations de la société civile.

Mis en œuvre dans 15 pays, le programme F4GE a pour objectif d'augmenter le volume et l'efficacité de l'aide et des ressources nationales pour la réalisation effective des engagements envers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

La Coordinatrice du Programme, Dr. Mbarou Gassama Mbaye est longuement revenu sur l'état d'exécution des activités, les résultats ainsi que les principales réalisations du programme. Le programme a permis de renforcer les capacités des différents ministères, du Mécanisme National de la Femme (MNF), des bailleurs de fonds et des organisations de la société civile sur l'intégration du genre dans les politiques économiques, le budget et la planification.

En outre, le groupe consultatif a évoqué l'importance de chiffrer de manière adéquate les priorités de l'égalité des sexes et de définir des stratégies de financement pour assurer que les ressources soient disponibles dans les budgets nationaux. En terme de défis à relever pour l'année 2014,

les membres du groupe se sont accordé sur la nécessité de pallier le manque de données désagrégées, et d'assurer le suivi de la budgétisation sensible au genre, tant au niveau central que décentralisé, afin d'aboutir à une autonomisation effective des femmes.

### ONU Femmes et les agences partenaires du Fonds Français MUSKOKA s'engagent: Tournage de la série "C'est la vie!"

Depuis le 15 décembre 2013 se déroule à Dakar le tournage de la série télévisée et radiophonique « C'est la vie ! ». Pour rappel, « C'est la vie ! » est un feuilleton télévisé d'éducation par le divertissement, cofinancé par ONU Femmes, l'Alliance Mondiale pour les Personnels de Santé (AMPS)/ Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Fonds des Nations Unies pour les populations (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) sur Fonds Français (Muskoka) et avec d'autres partenaires au développement.



Centre de Santé aménagé pour le tournage du film

La signature d'une déclaration de partenariat a eu lieu à Nairobi en octobre 2012 entre, le Dr Joséphine ODERA, Directrice Régionale ONU Femmes et Dr Mubashar Sheikh, Directeur de l'Alliance Mondiale pour les Personnels de Santé (AMPS)/OMS.

Le RAES produit depuis plusieurs années des feuilletons radiophoniques

et s'appuie cette fois sur la méthode mise au point par le Sociologue Mexicain **Miguel Sabido** et qui a inspiré plusieurs téléromans à grand succès. La méthode Sabido utilise la fiction, pour susciter des changements de comportements. Les auditeurs ou les téléspectateurs s'identifient à des personnages dont l'évolution, au fil des épisodes, favorise une prise de conscience.

Le feuilleton « C'est la vie ! », développe des thématiques telles que : la santé maternelle et infantile, la planification familiale, les violences faites aux femmes et aux filles, les droits à la santé ainsi que l'information, la formation et la sensibilisation des professionnels de la santé en Afrique francophone. Il sera diffusé sur 40 chaînes Africaines partenaires de Canal France International et dans les zones rurales ; une adaptation audio sera diffusée sur les radios communautaires. Les programmes nationaux et organisations de la société civile pourront également utiliser la série pour animer des activités locales de sensibilisation et de plaidoyer.

Le cinéaste et réalisateur sénégalais Moussa SENE ABSA, auteur de célèbres films comme « Madame Brouette », « Tableau Ferraille »..., est chargé de donner vie à ce projet inédit.



**Le cinéaste sénégalais Moussa Sène ABSA, Codou FALL, d'ONU Femmes, Alexandre Rideau, Responsable du RAES et producteur du film, lors du tournage**

Parmi les comédiens et l'équipe technique, notons aussi des grosses pointures du cinéma sénégalais et africain comme Ibrahima Mbaye (déjà vu dans « **Dakar Trottoirs** », et « **L'appel des arènes** »), **Awa Mbaye** (qui a tourné avec Djibril Diop Mambéty et Sembène Ousmane), **Christiane Dumont**, **Moona Yanni** (jeune chanteuse-slameuse sénégalogo-togolaise), **Christelle Mbaya** mais aussi l'ingénieur du son **Alioune Mbow** (22 longs-métrages au compteur, dont trois grands prix du FESPACO).

Au cours des épisodes diffusée dans 50 pays, la série décrit le quotidien des professionnels de la santé et les difficultés du système de santé en Afrique afin de susciter une prise de conscience aussi bien au niveau des populations que du personnel de la santé. L'idée est de créer un déclic au sein des populations, des personnels de santé et des décideurs des pays ciblés par le FSP/MUSKOKA, pour mettre fin aux Violences Faites aux Femmes, notamment dans le milieu hospitalier et de réduire à terme, la mortalité maternelle et infantile.

L'engagement de partenaires importants comme Canal France International et du Fonds francophone (OIF / CIRTEF) rassurent les bailleurs de fonds intervenant sur le secteur de la santé maternelle et infantile, et conforte ONU Femmes et ses partenaires dans leur choix de continuer à appuyer en 2014 cette initiative mise en œuvre par le RAES.



## Alimentation scolaire au Sénégal : Les cantines scolaires, un moyen de protection sociale pour les enfants.

Au Sénégal, le Programme Alimentaire Mondial intervient dans les établissements primaires et préscolaires. Chaque année des milliers de repas scolaires sont servis aux enfants dans les écoles du milieu rural. Le petit déjeuner et le déjeuner sont servis aux enfants dans le cadre du programme Alimentation Scolaire. A travers ce programme, le PAM et ses partenaires visent à soutenir les programmes de scolarisation et de maintien, notamment des filles, dans les écoles ; mais aussi à améliorer l'assiduité des élèves et leurs besoins alimentaires et nutritionnels. En 2013, le taux de scolarisation était de 93,0% et le taux d'achèvement 65,9%. Dans 13 régions du Sénégal où le PAM intervient dans le cadre des cantines scolaires, quelques 499 000 enfants sont touchés dans plus de 3000 écoles.

Avec cette aide, le Programme Alimentaire Mondial et ses bailleurs tels que le Brésil appuient



Les élèves de l'école de Mballing (dans la région de Thies) autour du repas servi par le PAM

des milliers de cantines scolaires à travers le pays. Ceci dans une politique de soutien a Ministère de l'Education à bâtir et maintenir un système de cantine scolaire au niveau national. Dans cette perspective pérennisation des acquis et en prélude au forum national sur l'alimentation et la nutrition scolaires, un atelier d'évaluation des capacités nationales et d'approfondissement du

plan d'action sur l'alimentation, et la nutrition scolaires au Sénégal a été organisé du 23 au 24 janvier 2014. Un exercice fondé sur la méthode SABER (Approche Systémique pour Améliorer les Résultats de l'Education en français) qui est un outil conçu par la Banque Mondiale pour évaluer de manière adaptée, les politiques et les programmes d'alimentation et de santé scolaires dans les pays. En partenariat avec la Représentation du Programme Alimentaire Mondial au Sénégal et le Centre d'Excellence contre la Faim du PAM du Brésil, le Ministère de l'Education Nationale a organisé cet atelier qui a regroupé pendant deux jours tous les partenaires et acteurs de l'éducation au Centre National des Ressources Educationnelles (CNRE).

**«En plus de contribuer à l'accès à l'éducation dans la perspective d'une scolarisation universelle à l'horizon 2015, l'alimentation scolaire constitue aussi un moyen de protection sociale pour les enfants qui sont dans des zones vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition»** a souligné Inge Breuer Directrice du PAM au Sénégal lors de son allocution à la cérémonie d'ouverture. Elle a aussi insisté sur l'importance d'une bonne alimentation pour l'enfant qui va à l'école :

**«au PAM, nous soutenons toujours que ventre vide n'a point d'oreille c'est-à-dire qu'un enfant qui a faim ne peut pas être concentré en classe».** Ainsi, dans l'optique de pérenniser la cantine scolaire en milieu rural, le PAM s'inscrit de plus en plus dans une dynamique de promotion de l'agriculture ; ceci pour stimuler la production et l'économie locale. **«Nous achetons auprès des petits producteurs plus de 10,500 tonnes de riz, de niébé et de sel iodé dans le cadre de notre nouvelle politique d'achats locaux qui vise essentiellement à soutenir nos programmes comme les cantines scolaires. Le PAM, s'engage à accompagner le processus de transition entrepris par l'Etat dans la perspective du transfert progressif de l'appui du PAM au Gouvernement à partir de cette année 2014, à travers notamment le renforcement des capacités des partenaires et la consolidation des initiatives pilotes porteuses au bénéfice des acteurs locaux»** a rappelé Inge Breuer.

Soutenant la Directrice du PAM dans ses propos, le Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, Baba Ousseynou Ly a souligné que **«la cantine scolaire est un intrant pédagogique de qualité qui permet aux enfants d'étudier dans des conditions de sécurité pour assurer leur santé et les préparer à être plus attentifs à l'apprentissage».** Lors de son allocution à l'ouverture des travaux Baba Ousseynou Ly a aussi plaidé pour la mise en place d'une vaste coalition pour le renforcement de ce programme mais aussi pour son extension à toutes les régions dont les enfants ne sont pas encore couverts. Il serait opportun également d'aller vers un programme national de cantines scolaires impliquant l'ensemble des acteurs à savoir l'Etat, les collectivités locales, le secteur privé, la société civile et les communautés.

Au terme de deux jours de réflexion, les participants à l'atelier ont formulé des recommandations allant dans le sens d'élaborer un plan d'action consensuel pour une meilleure mise en œuvre de ce programme d'alimentation scolaire. Ce plan d'action devra s'inscrire dans un cadre politique et légal renforcé avec des capacités financières et institutionnelles fortes et durables ainsi que des capacités bien ancrées de mise en œuvre et de mobilisation des acteurs communautaires. L'atelier a également recommandé l'élaboration d'un plan de communication et d'information en direction des décideurs et bailleurs pour un fort plaidoyer afin de promouvoir des nouvelles initiatives comme les achats locaux, le renforcement de capacités des services étatiques sur le suivi-évaluation ... Ces recommandations seront validées lors du prochain forum national sur l'alimentation scolaire.

**«la cantine scolaire est un intrant pédagogique de qualité qui permet aux enfants d'étudier dans des conditions de sécurité pour assurer leur santé et les préparer à être plus attentifs à l'apprentissage».**

**Baba Ousseynou Ly, Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale,**

## Création prochaine au Sénégal d'un pôle d'excellence pour la santé de la Mère et de l'Enfant .

Le Président de la République du Sénégal a inauguré le 18 janvier 2014 l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio (HED) situé à une quarantaine de kilomètres de Dakar. L'HED compte 140 lits et est entièrement dédiée à la prise en charge des enfants de 0 à 15 ans. Cet établissement de santé, partie intégrante du Centre hospitalier universitaire national, est le fruit de la Coopération entre le Sénégal et la Chine. Son coût est de 5 milliards 40 millions de F CFA. Il regroupe 4 pôles -pavillons : un pôle Pédiatrie médicale et Chirurgie pédiatrique, un pôle Hospitalisations pour la Cardiologie, la Dermatologie, l'ORL, l'Ophtalmologie, l'Odonto-stomatologie, un pôle de Technologie médicale comportant les services de Radiologie, d'Echographie, d'Endoscopie, d'Electro-cardiogramme, d'Hématologie et de Biochimie et enfin un pôle des Services administratifs, techniques et de soutien.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Premier Ministre, Aminata Touré, de



De gauche à droite : Pr. Awa Marie Coll Seck, Ministre de la Santé et l'action sociale, Macky Sall, Président de la République, Aminata Touré, Premier Ministre et SEM Xia Huang, Ambassadeur de la République de Chine

membres du Gouvernement, du Ministre de la Santé et de l'Action sociale, le Pr Awa Marie Coll Seck, de l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, Xia Huang, du Représentant de l'OMS et Chef de file des Partenaires du secteur santé, le Dr Alimata Jeanne Diarra-Nama, du Représentant de l'UNICEF, Giovanni Barberis.

Dans son allocution, le Président Macky Sall a souligné la place primordiale que la santé occupe dans son action.

**« Ma conviction est que la santé est à la fois un droit et une condition incontournable du développement économique et social. D'où ma décision de doter le Sénégal d'un système de santé performant de qualité et accessible à tous »,** a déclaré le Chef de l'Etat sénégalais. Tout en étant un lieu de soins spécialisés, d'enseignement et de recherche, il doit aussi être un espace d'expression de la solidarité humaine devant la maladie, a ajouté le Président sénégalais.

Pour le Président Macky Sall, l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio constitue un maillon de plus dans la mise en œuvre de la couverture maladie universelle qui vise à assurer une couverture de 75% de la population sénégalaise d'ici 2017. Sa mise en service vient s'ajouter aux mesures et initiatives déjà prises par l'Etat : la gratuité des soins aux enfants de moins 5 ans, la gratuité de la césarienne sur toute l'étendue du territoire national, la subvention de moitié par l'Etat des



Hôpital d'Enfants de Diamniadio lors de l'inauguration

cotisations aux mutuelles de santé pour les groupes les plus vulnérables, la mise en place du Fonds d'équité, le renforcement du Plan Sésame dédié à la prise en charge médicale gratuite des personnes de plus de 60 ans.

En vue d'une meilleure prise en charge des

urgences médicales, le Président de la République du Sénégal a demandé au Premier ministre et le Ministre de la Santé et de l'Action sociale de créer des Pôles d'excellence et de référence, notamment dans le domaine de la Santé de la mère et de l'enfant et celui de la Traumatologie dans la zone de Diamniadio qui enregistre une forte circulation routière, de nombreux accidents de la route et qui sera le futur Pôle urbain du Sénégal.

Macky Sall a, enfin, salué la coopération entre le Sénégal et la République populaire de Chine dont il a souligné « **le dynamisme et les nombreuses réalisations dans le domaine des infrastructures, particulièrement dans le secteur de la santé** ».

L'Ambassadeur de Chine au Sénégal, Xia Huang a déclaré que la coopération entre les deux pays se veut agissante et pragmatique. La santé en constitue un volet important. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les nombreuses missions médicales chinoises qui séjournent au Sénégal depuis plusieurs années.

**Macky Sall, Président de la République du Sénégal a souligné : « le dynamisme et les nombreuses réalisations dans le domaine des infrastructures, particulièrement dans le secteur de la santé ».**